



**PRÉFET
DU PAS-DE-
CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet
Avenue de Paris
62400 Bethune

Béthune, le 05/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VANHEEDE ENVIRONNEMENT

Parc des industries Artois Flandres
Avenue de Sofia
62138 Billy-Berclau

Références : 622-2025
Code AIOT : 0007005009

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/11/2025 dans l'établissement VANHEEDE ENVIRONNEMENT implanté Parc des industries Artois Flandres Avenue de Sofia 62138 Billy-Berclau. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VANHEEDE ENVIRONNEMENT
- Parc des industries Artois Flandres Avenue de Sofia 62138 Billy-Berclau
- Code AIOT : 0007005009
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Situation administrative

La société VANHEEDE FRANCE a été autorisée à exploiter un centre de tri, de regroupement et de transit de déchets dangereux et non dangereux par arrêté préfectoral du 9 novembre 2011.

En 2022, la société VANHEEDE déposait une nouvelle demande d'autorisation pour l'exploitation d'une unité de transformation et de traitement de déchets non dangereux et non inertes (fabrication de CSR) ainsi que le traitement de biodéchets sur son site de BILLY-BERCLAU. Par arrêté préfectoral du 11/07/2023, la société VANHEEDE ENVIRONNEMENT était autorisée:

- à exploiter un centre de tri, de regroupement et de transit de déchets dangereux et non dangereux,
- à produire 350 tonnes par jour de CSR (combustible solide de récupération) directement sur le site,
- à augmenter sa quantité de tri de déchets non dangereux (250 t/j au lieu de 140 t/j),
- à traiter 150 tonnes par jour de biodéchets alimentaires non dangereux.

Rappel:

Les constats effectués sur site lors de la précédente visite d'inspection du 29/08/2025 n'avaient pas permis de lever l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14/04/2025 (non-respect des valeurs limites en MES, DCO et DBO₅ du rejet n°2 des eaux pluviales). La mise en place d'une unité mobile de traitement des eaux pluviales depuis le mois de juillet 2025 avait toutefois permis de constater le respect des valeurs réglementaires pour les paramètres DBO₅ et MES (respect des 6 analyses réalisées depuis l'installation de l'unité de traitement). La valeur limite du paramètre DCO n'avait été respectée qu'une seule fois pour les 6 analyses. Les valeurs mesurées pour la DCO étaient toutefois en très grosse diminution (valeurs divisées par 10) par rapport à celles réalisées avant la mise en place du traitement biologique.

L'Inspection décidait ainsi de réaliser une nouvelle visite d'inspection courant novembre le temps, pour l'exploitant, de procéder aux derniers ajustements/réglages du traitement biologique des eaux pluviales avec pour objectif de confirmer les améliorations constatées dans les analyses du rejet n°2 des eaux pluviales pour l'ensemble des paramètres.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- rejet des eaux pluviales: respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14/04/2025

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	PC1	AP de Mise en Demeure du 14/04/2025, article 1	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés sur site le 24/11/2025 ont permis de lever la non-conformité concernant l'article 4.3.10 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11/07/2023 (respect des valeurs limites d'émission du rejet n°2 des eaux pluviales pour les paramètres MES, DCO et DBO₅).

L'ensemble des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14/04/2025 sont respectées: il peut être proposé au préfet du Pas-de-Calais la levée de la mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : PC1

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/04/2025, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, rejet d'eaux pluviales

Prescription contrôlée :

ARTICLE 1

La société VANHEEDE ENVIRONNEMENT est mise en demeure, pour son site situé Parc des industries Artois Flandres - Avenue de Sofia à BILLY-BERCLAU (62138), de respecter les prescriptions de l'article 4.3.10 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11/07/2023 dans les délais indiqués ci-dessous (à compter de la date de notification du présent arrêté à l'exploitant).

PRESCRIPTIONS	ARTICLES	DELAIS								
<div>Article 4.3.10 Valeurs limites d'émission des eaux pluviales (Points de rejet n°2 et n°3)</div> <div>L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définie :</div> <div>Référence des rejets vers le milieu récepteur : n°2 et n°3 (Cf. repérage des rejets sous l'article 4.3.5)</div> <table><tr><td>Paramètres</td><td>Concentrations instantanées (mg/l)</td></tr><tr><td>DBO5</td><td>10</td></tr><tr><td>DCO</td><td>40</td></tr><tr><td>MES</td><td>35</td></tr></table>	Paramètres	Concentrations instantanées (mg/l)	DBO5	10	DCO	40	MES	35	4.3.10	1 mois
Paramètres	Concentrations instantanées (mg/l)									
DBO5	10									
DCO	40									
MES	35									

<p>Les effluents doivent avoir un pH compris entre 5,5 et 8,5 et une température inférieure à 30 °C. Le débit doit être inférieur à 350 m³/j.</p>		
---	--	--

Constats :

Rappel des non-conformités:

Les valeurs limites en concentration pour les paramètres DCO, DBO₅ et MES du rejet d'eaux pluviales n°2 étaient dépassées pour les autosurveillances de mars, juillet et septembre 2024. De gros dépassements des valeurs limites en concentration pour les paramètres DCO (valeurs relevées de 613 mg/L et 1100 mg/L pour une valeur limite de 40 mg/L) et DBO₅ (valeurs relevées de 250 mg/L et 420 mg/L pour une valeur limite de 10 mg/L) avaient été observés pour le rejet d'eaux pluviales n°2 lors des contrôles inopinés réalisés en juillet et octobre 2024.

L'origine de la pollution semblait être l'activité de transit des déchets non dangereux / déchets alimentaires réalisée sur le site. La charge organique retrouvée dans les analyses des eaux pouvait provenir de ces déchets: les eaux pluviales chargées en déchets organiques se retrouvaient ainsi dans le bassin du site avant rejet.

Devant le manque de conformité des analyses d'eaux pluviales, la société VANHEEDE ENVIRONNEMENT faisait appel à la société TREVI qui mettait en place sur le site une unité mobile de traitement biologique des eaux pluviales (début du fonctionnement le 10/07/25).

La solution biologique fonctionne en cycle: pompage des eaux dans le bassin du site (volume de 784 m³) vers la station de traitement (capacité de traitement de 12 à 13 m³ par jour).

Le jour de la visite, l'exploitant a pu nous présenter le tableau de synthèse (voir ci-dessous) des mesures des différents paramètres (les fiches des analyses réalisées par le laboratoire NORMEC Servaco ont été transmises à l'Inspection par message électronique du 27/11/2025).

Dans la dernière colonne de ce tableau, l'Inspection a ajouté les résultats du contrôle inopiné réalisé les 22 et 23/10/2025 par la société SGS.

Analyses depuis le 28/10/2025 (avec mise en place du traitement biologique et derniers réglages) :

Paramètres	Valeurs limites	28/10/25	27/11/25	12/11/25	17/11/25	Contrôle inopiné réalisé par SGS du 22 au 23/10/25

pH	5.5<pH<8, 5	6,8	7,2	7,2	7,2	7,3
DBO5	10 mg O ₂ /L	<4	<4	8	<4	<3
MES	35 mg/L	<2	6	4	3	4
DCO	40 mg O ₂ /L	30	23	26	34	36

Plomb	0,05 µg/L	<0.01	<0.01	<0.01	<0.01	<0.05
Hydrocarb u r e s T o t a u x	5 mg/L	<0.065	<0.065	<0.065	<0.065	<0.08
A z o t e g l o b a l	10 mg/L	1,5	1,3	3,4	2,3	2,5
Phosphore total	0,6 mg/L	0.08	0.07	0.06	0.08	< 0.5

Métaux totaux (Cu, Ni, Pb, Zn, As, Se, Hg, Cr, Cd, Sn, Fe, Al)	5 mg/L	0.28	0.22	-	-	0.196

Les paramètres (notamment MES, DCO et DBO₅) respectent les valeurs limites d'émission du rejet n°2 des eaux pluviales pour ces 5 analyses.

L'exploitant a indiqué vouloir garder de manière pérenne l'unité de traitement biologique des eaux pluviales.

L'ensemble des eaux pluviales du site transitera par ce traitement avant rejet (il n'y aura pas 2 rejets d'eaux pluviales comme envisagé dans le dossier de demande d'autorisation et prescrit dans l'arrêté préfectoral d'autorisation: ce changement sera acté prochainement par l'Inspection).

Remarque: pendant cette phase de test, les eaux pluviales continuaient d'être évacuées vers la STEP du SIZIAF de manière préventive.

L'exploitant doit reprendre contact avec le SIZIAF pour réaliser, comme prévu dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11/07/2023, l'évacuation des eaux pluviales du site vers le réseau des eaux pluviales du SIZIAF dont l'exutoire est le canal d'Aire.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Prendre contact avec le SIZIAF pour réaliser, comme prévu dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11/07/2023, l'évacuation des eaux pluviales du site vers le réseau des eaux pluviales du SIZIAF.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure